

## **Conférence: « Réorienter les politiques d'innovation »**



### **Conférence: « Réorienter les politiques d'innovation »**

Avec David Encaoua (Paris 1), Dominique Guellec (OCDE), Mohamed Harfi (France stratégie), Frédérique Sachwald (HCERES), Jean Tirole (TSE) et Jean-Marc Vittori (*Les Échos*).

La plupart des intervenants de cette table ronde ont fait le point sur le bilan et le diagnostic des politiques d'innovation en France; ils ont également suggéré quelques pistes d'amélioration des politiques en la matière.

Ils ont commencé par rappeler la reconnaissance progressive par les économistes de l'intérêt des Pouvoirs publics à agir sur l'innovation (théorie endogène du progrès technique). Dans le détail, plusieurs raisons guident ces politiques: la prise en compte des différentes défaillances du marché, la volonté d'exercer une action contracyclique (càd aider les entreprises à ne pas diminuer leur budget de R&D en phase de basse conjoncture); enfin la dynamique des alternances politiques (chaque nouveau gouvernement créant de nouveaux dispositifs)...

Dans le cas français, les politiques de l'innovation ont un " rendement " décevant; globalement, tous les intervenants constatent un décalage entre les moyens importants consacrés aux politiques d'innovation et le caractère plus modeste des résultats. Quelques chiffres sont rappelés à cette occasion: la France est au 6<sup>ème</sup> rang mondial pour les dépenses intérieures de R&D (DIRD) avec près de 47 milliards d'euros et même au 3<sup>ème</sup> rang mondial pour la contribution publique à la R&D des entreprises ; alors qu' elle n'est qu'au 14<sup>ème</sup> rang mondial pour le ratio R&D/valeur ajoutée et 44<sup>ème</sup> en termes de ratio d'efficacité.

Les participants à la table ronde s'efforcent ensuite de cerner les facteurs à l'origine de ces insuffisances de la politique de l'innovation française : il y a une unanimité tout d'abord pour considérer que ce n'est pas une question de manque de moyens financiers; par contre, différents types de problèmes ou de faiblesses sont repérés : à titre indicatif, le manque de définition d'objectifs clairs assignés aux politiques d'innovation, le nombre élevé et excessif de dispositifs différents (plus de 60 !), l'incapacité à éliminer les anciens dispositifs, la faiblesse des dispositifs d'évaluation et le poids des lobbys industriels, le ciblage inexistant ou inadéquat des dispositifs (les dispositifs de soutien vont aux entreprises qui se renseignent sur les moyens d'obtenir des aides bien plus qu'à celles qui innovent ou prennent des risques). Les résultats décevants viendraient aussi de faiblesses

intéressant d'autres facettes de l'économie (le fonctionnement du marché du travail, des marchés financiers, le système fiscal, etc.)

Après le bilan et le diagnostic est venu le temps des préconisations ; le modérateur (Jean-marc Vittori) a posé la question à plusieurs reprises aux conférenciers qui n'ont fourni finalement que peu d'éléments.

Parmi les réponses données, on retiendra d'abord l'appel répété à une définition plus claire des politiques d'innovation, l'importance qu'il y a à améliorer les procédures d'évaluation des dispositifs, l'urgence à ne pas rater le virage de l'économie numérique.... Les intervenants ont aussi insisté sur le fait que l'innovation ne dépendait pas de toute façon de la seule politique de l'innovation au sens strict. En effet une grande partie des politiques d'innovation ne relève pas de la seule administration qui s'occupe de l'innovation (on pense par exemple à l'enseignement supérieur !). L'efficacité de la politique d'innovation dépend aussi très largement du système éducatif, de l'efficacité de l'enseignement universitaire, des politiques de concurrence, de la nature de la réglementation concernant la propriété intellectuelle,....

Une partie des échanges a aussi porté aussi sur les relations entre innovation et croissance et plus exactement sur la question de savoir si les innovations actuelles étaient définitivement moins génératrices de productivité. En effet un constat macroéconomique bien connu est celui du caractère stagnant de la productivité, phénomène que l'on relève dans la plupart des grands pays. Ceci n'est pas imputable forcément aux caractéristiques des innovations contemporaines : d'abord les économistes ont de plus en plus de mal à saisir correctement les gains de productivité dans une économie de services notamment numérique (à titre indicatif, l'économie numérique n'est pratiquement pas prise en compte dans les Comptes nationaux). De plus il faut un grand nombre d'années pour que les innovations produisent leurs pleins effets.

Enfin un dernier thème a fait l'objet de développements : celui du numérique. La numérisation est entrain de changer beaucoup de choses: la Science est plus ouverte, l'innovation également; les échanges entre les acteurs de l'innovation augmentent, les données jouent un rôle crucial (échange, partage, déformation des données..). De nouveaux oligopoles apparaissent (les GAFAs)... ce qui repose la question de la concurrence, de l'accès aux données... C'est un thème évidemment essentiel car on retrouve finalement derrière la plupart des questions abordées lors de cette table ronde: les problèmes de mesure des effets de l'innovation, les enjeux concurrentiels de l'innovation et la nature des interventions souhaitables des pouvoirs publics.